L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX: rue de Chartres No 73. NOUVELLE-ORLEANS, MERCREDI MATIN, 23 AVRIL 1884. 57me Année.

Dufour, Donnet et Cie., Propriétaires-Editeurs.

Entered at the Post office at New Orleans, La as Second Class Matter

NOUVELLE-ORLEANS
MERCREDI 22 AVRIL 1884

PRIX DE L'ABONNEMENT.

ÉDITION QUOTIDIENNE.

Un an	$12 00
Six mois	6 00
Trois mois	3 00
Un mois	1 00

On s'abonne aussi, à la semaine, avec les porteurs.

ÉDITION DU DIMANCHE.

Un an	$2 00

Renferme deux feuilletons.

ÉDITION HEBDOMADAIRE.

Un an	$3 00
Six mois	1 50
Quatre mois	1 00
Trois mois	75

Renferme deux feuilletons.

VENTES DE CE JOUR

Par le Shériff, à la Bourse d'Encan Arcadé, rue Magazine, entre Gravier et le Natchez Alley, un lot de terre dans le Sixième District, entre les rues Valmont Dryades, Dufossat et St Charles.

Aussi, sur les lieux, No 31 rue North Peters, installations et meubles de bureau, 17 barils de riz et 13 de mélasse, une action de la Bourse au Produits, 1 do. de la Bourse au Sucre, 1 autre do., etc.

Par N. V. Viset, constable, au coin des rues St Louis et du Passage de la Bourse, un lot de meubles.

Le congrès industriel national de Chicago

Si l'on intrigue, au Congrès, en faveur du libre-échange, en dépit des vœux des populations, on se remue, on travaille, ailleurs, pour maintenir le système de protection nécessaire au pays et réclamé par lui.

Au mouvement de la coterie Morrison-Carlisle, on oppose un autre d'un caractère général et qui aura des effets bien autrement puissants. De tous les côtés, part un cri d'alarme; un mot d'ordre est donné, et, soudain, une grande convention nationale est appelée, à Chicago, pour défendre la cause des industries des Etats-Unis, contre les attentats dont elles sont l'objet, mais dont elles ne seront certainement pas victimes, malgré les petites habletés et les perfidies de la faction qui leur fait la guerre. Ce Congrès se réunit le 21 mai prochain.

Voilà, assurément, la manifestation la plus belle, la plus opportune que l'on pût imaginer. Espérons qu'elle sera imposante, ou plutôt, écrasante. Nous n'avons qu'un regret à exprimer, c'est qu'elle ait lieu à l'extrémité nord de l'Union. Placée un peu plus au centre, elle eût permis au Sud d'y prendre une plus large part. La distance est si grande entre la Géorgie, par exemple, ou la Louisiane, et Chicago!

Il est vrai que ces messieurs font si peu de cas des vœux, des besoins du Sud! Après tout, il vaut peut-être mieux que la protestation parte du fond de l'Ouest et soit faite surtout par l'Ouest, que les gens de la Nouvelle-Angleterre respectent, parce qu'ils le redoutent. Quand l'Ouest parle, on l'écoute, parce qu'il a pour lui le nombre, que c'est lui qui fait et défait les majorités et nomme les présidents.

Raisonnons un peu: Pourquoi irions-nous acheter, tous les ans, à Cuba, un pays à esclaves, pour cent millions de sucre brut, tandis que nous pourrions facilement fabriquer toute cette quantité, chez nous, et garder l'énorme somme d'argent dans nos coffres? Mais mettons, pour le moment, la question ancrière de côté; nous y sommes directement intéressés, et l'on pourrait nous reprocher de vouloir placer notre marchandise.

N'est-il pas vrai que les Etats-Unis—Nord et Sud, Est et Ouest—possèdent d'immenses ressources dont on n'a pas encore su tirer parti? Pourquoi donc ne les pas développer? Pourquoi nous condamner à aller acheter, ailleurs, mille et mille objets de consommation, que nous devrions produire nous-mêmes?

N'importons-nous pas, tous les ans, au moins un milliard de dollars d'articles manufacturés, dont souvent la matière première provient de notre sol? Pourquoi ne les fabriquons-nous pas dans nos propres ateliers? Outre que cette fabrication donnerait de l'emploi à une foule d'ouvriers qui ne savent que faire, elle nous permettrait de garder dans nos caisses le milliard qui s'en va, tous les ans, enrichir les autres à nos dépens. On a beau raisonner et ergoter, il faut toujours en revenir à ce principe économique, qu'un Etat, comme une maison commerciale, comme une famille, ne peut se maintenir qu'en équilibrant ses recettes et ses dépenses; et il lui sera à jamais interdit de prospérer, de s'enrichir, s'il ne parvient pas à faire rentrer dans ses caisses, par la vente de ses produits, plus qu'il n'en fait sortir, par l'achat des produits d'autrui.

C'est là une vérité tellement élémentaire, qu'on ne devrait pas être obligé de la ressasser sans cesse dans les journaux, au milieu d'un pays qui se dit pratique, et ne cache pas l'amour du gain qui le domine. Nous ne le blâmons pas de vouloir faire de l'argent; ce que nous trouvons étrange, c'est qu'il ne soit pas conséquent avec lui-même, et ne veuille pas prendre les seuls moyens qui puissent le conduire au but qu'il poursuit avec tant d'acharnement.

Mes chers les barons, ou, comme disent excellemment certaines feuilles du Nord, messieurs les Bourbons du libre-échange, ont beau répéter, sur tous les tons, que les articles anglais—ils ont pour'à les articles anglais une tendresse étonnante, presqu'inexplicable—coûtent meilleur marché que ceux de l'Union; quel profit en peut tirer l'ouvrier américain? Que lui fait d'être mis à même de payer vingt sous un article venu du dehors, et que le fabricant américain ne peut lui fournir qu'à vingt-cinq sous, si, par suite de la fermeture des ateliers où il gagnait convenablement sa vie, il n'a plus en poche les vingt sous nécessaires pour faire l'emplette de ce produit à bon marché? Ne vaut-il pas mieux qu'il continue à gagner dans ces mêmes ateliers, de bons gages qui lui permettent d'acheter, plutôt deux fois qu'une, l'article américain de vingt-cinq sous? Nous défions qui que ce soit de répondre à cet argument. Ce n'est pas là une de ces arguties de l'école, inventées par les rhéteurs, pour le besoin des causes désespérées, indéfendables, mais un raisonnement basé sur les faits qui se passent, tous les jours, sous nos yeux, et que l'on ne peut pas plus nier que la lumière du soleil.

Voici une autre anomalie, que l'on a déjà signalée mille fois, mais dont il est toujours bon de faire toucher au doigt l'énormité.

Nous exportons, tous les ans, 250,000,000 de dollars de coton brut; il va, au loin, alimenter les fabriques, donner de l'emploi aux ouvriers, grossir la fortune des différentes contrées qui le manufacturent; puis il nous revient, transformé, mais nous coûtant deux et demi à trois fois plus qu'il ne nous a rapporté. Ne serait-il pas plus raisonnable de garder tout le coton brut, de le filer de le tisser nous-mêmes, puisque nous avons cent fois plus de force motrice qu'il ne nous en faut, en eau et en vapeur, pour vêtir le monde entier des produits de nos filatures? Nous y perdrions, sans doute, les $250,000,000 que nous tirons de ce coton, à l'état brut, mais nous y gagnerions le milliard de dollars qu'il vaut, au sortir de la fabrique; et, par dessus le marché, nous fournirions du travail à trois ou quatre fois plus d'ouvriers que nous ne pouvons en faire vivre actuellement.

Ce sont là des calculs d'enfant, que l'on ne devrait pas être obligé de faire devant des hommes raisonnables.

Il en est de même du lin et des étoffes que l'on tire de ce textile; il en est de même du jute, du chanvre, de la soie, dont les produits manufacturés nous coûtent des prix raineux, tandis que nous pourrions nous les procurer facilement ici, attendu que nous avons non-seulement le sol pour nous donner la matière première, mais encore plus de bras, de machines, de force motrice qu'il ne nous en faut pour en fabriquer amplement pour nos besoins, et même une grande quantité pour les besoins des autres.

Que dire de l'industrie du fer, qui a de si nombreuses ramifications, et englobe, à elle seule, la moitié du champ presque sans bornes, où se donne libre carrière l'activité humaine?

Il y a une foule d'exemples qu'il nous serait facile d'ajouter à ceux que nous venons de donner. La Convention de Chicago se chargera de les exposer devant le Congrès, de lui démontrer le caractère anti-patriotique et les funestes conséquences économiques du nouveau régime que l'on veut imposer au pays.

Nous avons confiance en elle, dans son intelligence, dans son énergie, dans l'influence qu'elle exercera nécessairement sur la Chambre des Représentants. Il nous semble difficile que la coterie Morrison-Carlisle soit assez forte, pour résister à une aussi puissante pression.

Nous espérons que le congrès de Chicago sera nombreux, que toutes les parties des Etats-Unis y seront largement représentées, de telle façon que le gouvernement général soit forcé de convenir qu'il a, devant lui, toute l'Union, qui proteste contre ceux qui veulent le dépouiller de ses industries et tuer son travail.

Cela fait, la cause est gagnée. Le Congrès, sinon la coterie Morison-Carlisle n'est pas assez aveugle ni assez maladroite pour se heurter de front contre la volonté, nettement exprimée, de toute une nation.

ERRATA.—Dans notre article "*Bibliographie*", inséré dimanche dernier, quelques *coquilles* se sont glissées, à la seconde colonne.

Au 29me alinéa, au lieu de: "le colonel Roman choisi comme *débat*", lisez: "le colonel Roman choisi comme *avocat*"; au 32me alinéa, au lieu de: "*cor*", lisez: *car*; et au lieu de: "un souffl *contenu* d'honnêteté", lisez: "un souffle *continu* d'honnêteté."

SPECTACLE-CONCERT.—Nous avons plusieurs fois dit aux lecteurs de l'*Abeille* l'intérêt pris par les Dames Servantes des Pauvres, au bénéfice de Mmes Sholis, Roux et M. Poget. Cet intérêt n'a pas été passif. Comme toujours ces dames ont déployé la plus grande activité, elles n'ont rien négligé pour procurer un résultat satisfaisant à leurs protégés. Ce que sera ce résultat, nous le saurons dans qu'quelques heures.

En effet c'est ce soir même, au Théâtre du Fort Espagnol qu'aura lieu ce bénéfice. Hier le tableau de location laissait déjà prévoir une belle recette; il est probable que durant cette journée, M. Henri Ducatel, qui a charge du contrôle, aura ro gn bien des coupons.

Il n'en peut guère être autrement. Au lendemain d'une élection, après pareille affervescence, on aime à se reposer dans le plaisir; notre ville est pleine de visiteurs en ce moment; les trois bénéficiaires sont sympathiques à tous, ils sont recommandés par une admirable société dont la recommandation fait loi, et enfin, spectacle et concert, ils offrent au public, pour la somme de cinquante cents, un très séduisant programme.

Nous en avons déjà publié tous les détails, mais au jour du bénéfice, nous voulons vous en redonner les traits principaux.

Une opérette d'Offenbach, *Lischen et Fritschen*, un intermède de danse; un concert composé de cinq ou six morceaux, où l'on entendra du Rossini, du Dupont, du Nadaud, du Massé; un Monologue et enfin ce petit acte, un bijou de comédie spirituelle et touchante, qu'on nomme *Le Piano de Berthe*. On ne saurait mieux faire pour forcer une recette.

Les bénéficiaires auront pour cette charmante soirée le concours de Mlles Watson, Ogilvie et de MM. Rossi, Leroy et Grenling.

Rarement le *Théâtre du Fort Espagnol* offrira menu artistique mieux choisi.

Que cette représentation soit donc ce qu'elle doit être, à cause des bénéficiaires, à cause de leurs protectrices—qu'on pourrait presque dire une assemblée de mamelles—à cause enfin de leur spectacle où figurent tant de genres amusants.

Que la vaste salle n'ait aucun vide, et que trois artistes de plus, à leur retour en France, disent là-bas que des sujets qui ont bien mérité de notre public, ne lui adressent jamais un vain appel.

ACADÉMIE DE MUSIQUE—Le nom de M. Fred. Maubertet est presqu'aussi intimement lié à l'Académie de Musique que celui de son excellent directeur M. Bidwell. Il y a de longues années qu'il est là, trônant dans son petit kiosque, se multipliant pour servir les intérêts de son patron et pour plaire au public, ce qui souvent est chose malaisée.

Comme les vins de grand crû, M. Maubertet s'est bonifié en vieillissant; c'est un de ces employés actifs, exacts, honnêtes, sur le dévouement desquels un chef d'établissement peut se reposer sûrement.

Si bien qu'il est le favori du public, comme il est celui de M. Bidwell.

Aussi chaque année, ce dernier reconnaît les précieux services de son contrôleur en lui réservant un bénéfice qui vient clôre la saison théâtrale. On ne pouvait renoncer à aussi bonne habitude, et nous voyons avec plaisir que cette soirée, offerte à l'obligeant et intelligent contrôleur, a été fixée cette fois à la date de samedi prochain, 26 avril. En effet les circonstances viennent servir les titres qu'a pareil bénéficiaire à un complet succès.

En effet la troupe des minstrels Thatcher, Primrose et West se trouve actuellement au théâtre de l'Académie de Musique; elle y a gagné du premier coup une solide popularité, qui s'accentue mieux chaque jour.

Elle veut aussi donner à M. Maubertet un témoignage de l'estime en laquelle elle le tient, et pour ce faire, elle se propose, à cette occasion, de présenter aux habitués un programme exceptionnellement riche et varié. Un pareil attrait et le nom du bénéficiaire sont plus qu'il ne faut pour remplir la salle.

M. Maubertet est, d'ailleurs, consumier du fait; jamais il n'est revenu bredouille de ses bénéfices. Chacune de ces soirées là est invariablement une vraie fête.

Nous avons l'espérance et d'excellentes raisons de croire que celle de samedi prochain vaudra ses aînées, tout au moins. Donc bonne chance à l'occupant du kiosque.

Les Minstrels donneront aujourd'hui leur première Matinée; nous engageons fortement le public à se rendre de bonne heure au théâtre; les places y seront certainement disputées. Les Minstrels paraîtront aussi ce soir, et aux deux représentations le programme sera fort brillant.

Par dépêche de S. E. M. Jules Ferry, Président du Conseil, Ministre des Affaires Etrangères, M. le Vte Paul d'Abzac, Consul Général, chargé du consulat de France à la Nouvelle-Orléans, vient d'apprendre que, selon la demande formulée par lui, le Département de la Marine et des Colonies, et la bibliothèque de l'arsenal, vont souscrire à l'Histoire des Campagnes du Général Beauregard, par M. le Colonel Roman.

Merci à la chère France de cet hommage à nos éminents compatriotes.

Le Département des Affaires Etrangères a autorisé, de son côté, le Consul Général, à souscrire au Code Civil de la Louisiane, publié, à la Nouvelle-Orléans, par M. E. Peyroux, notaire.

Le Département des Affaires Etrangères de France est reconnaissant à M. le Général Beauregard, adjudant-général des milices de notre Etat, et président de l'Athénée Louisianais, de son accueil aux Français de distinction qui nous rendent visite, et de la constante sympathie qu'il témoigne aux nationaux.

Nous sommes heureux et fiers de savoir que le Département de l'Instruction Publique suit, avec attention, les travaux littéraires et juridiques en Louisiane.

LOUISIANE.

La Sentinelle de Thibodaux, du 19 avril:

L'eau du bayou baisse toujours; elle est presque rendue au niveau du chemin, et n'inspire plus aucune crainte. Dans l'intérieur, sur la rive droite, au-dessus de Thibodaux, sur certains points, le montage est très faible; dans d'autres, au contraire, il est très sensible. Dans tous les cas, les petits habitants s'empressent de fouiller les pommes de terre, qui se débitent dans les épiceries et sur le marché, à 15 cents.

—Les planteurs de la rive gauche du Bayou Lafourche sont décidés à boucher la crevasse Jamison. Une grande partie des matériaux sont déjà sur les lieux, et les habitants du Cheobey, qui ont été obligés d'abandonner leurs demeures, ne demandent qu'à se mettre à l'ouvrage. Maintenant que le niveau de l'eau du bayou se trouve à deux pieds plus bas que la marque des eaux hautes, il est certain que la brèche sera bouchée dans peu de jours et que les planteurs qui sortent le point d'être inondés verront leur inquiétude diminuer, en grande partie.

Le Lake Charles Commercial, paroisse Calcasieu, du 19 avril:

Une compagnie intitulée *Sulphur Mine Shaft Construction Company*, dont le but est de creuser un puits pour exploiter les mines de soufre de Calcasieu, vient de se former à la Nouvelle-Orléans, au capital de $250,000.

—On se plaint beaucoup de trop nombreuses pluies, dans la paroisse Cameron; les semailles y ont été retardées. En retour, cette paroisse est dans une situation financière beaucoup meilleure que toutes les autres de l'Etat. La taxe de paroisse, pour l'année 1884, n'est que de 4 *mills* au dollar, et le trésorier a en caisse $1900. Ce que c'est que d'avoir une bonne et économique administration!

Le Markeville Bulletin, paroisse Avoyelles, du 19 avril:

L'eau baisse partout; les rations sont arrivées à temps, dans la paroisse, pour soulager les malheureuses victimes de l'inondation; elles ont été reçues à Simmesport, Hamburg, Bordelonville, Big Bend et Cottonportville. Il y a une grande détresse parmi les inondés.

—Les récoltes de la prairie ont une belle apparence. Le maïs a levé en beaucoup d'endroits, et a déjà été travaillé. L'élection nous a un peu aux travaux de la campagne; cependant, on le a moins négligés, cette année, qu'à l'ordinaire, en pareil cas.

Le Capitolian Advocate, Bâton-Rouge, du 19 avril:

Pontchatoula, Louisiane, a expédié ses primeurs de concombre, pour Chicago, le 16 courant.

—Les planteurs ont un excellent temps pour les travaux des champs, et ils en profitent pour achever leurs semailles. Si le temps continue à les favoriser, ils pourront avoir une excellente récolte, dans les terres hautes. Il est à espérer qu'ils réussiront, cette année; ils le méritent et en ont grand besoin.

Le Herald, paroisse St-Charles, du 19 avril:

La crevasse Davis, à une distance de sept milles au-dessous de Hahnville, est d'une largeur d'environ 1100 pieds et d'une profondeur de 25 à 35 pieds.

—La direction du chemin de fer de la Vallée du Mississippi a résolu d'établir des trains d'excursion à partir de dimanche prochain.

—Les eaux, en arrière des habitations, montent encore; une partie de nos planteurs ont été obligés d'abandonner leurs anciennes levées et d'en construire de nouvelles. Plusieurs d'entr'eux ont fait de grandes pertes en plant de cannes et en souches. Nous apprenons, à la dernière heure, que les eaux baissent.

Le South, paroisse Iberville, du 19 avril:

Le fleuve a baissé de 2 pieds devant notre paroisse; il en est de même des eaux des fonds des habitations, et nous avons la ferme confiance que nos planteurs, qui ont déjà été inondés, n'auront pas tant à souffrir qu'on le redoutait.

—Les rations du gouvernement sont arrivées ici, par le John H Hanna, jeudi dernier. Elles étaient consignées à Chas A. Brusié, Louis Locano, Joseph Bargas et I. F. Davis, commissaires nommés par le comité de secours, pour les distribuer.

Le capitaine Brusié a expédié pour les bayous Grosse Tête et Maringouin, par le Harry Bishop, 50 barils et demi de farine de maïs, 11 boîtes de viande, 367 livres de viande de boucherie. Ces rations sont consignées à MM. Davis et Bargas; elles sont arrivées à destination, vendredi.

Douze barils de farine de maïs, et 9 boîtes de viande ont été expédiés pour le village Indien, par le Little Susie, pour les inondés du bas Plaquemines et de la Grande Rivière. Il y a 105 adultes et 127 enfants dans cette dernière section. M. Lozano est chargé des distributions. Les instructions envoyées par le comité de secours, sont de ne distribuer qu'à ceux qui sont dans le besoin et ne peuvent se suffire à eux-mêmes. Les rations ne sont, en effet, destinées qu'à cette catégorie de victimes, et ceux qui oseraient réclamer sans nécessité, voleraient ainsi les malheureux.

Le Méridional, Abbeville, paroisse Vermillon, du 19 avril:

La vente des bancs de la nouvelle Eglise d'Abbeville, a rapporté plus de $1,530 et il reste encore à vendre dix-huit bancs, qui n'ont pas été reçus. Voilà un résultat dont notre curé et la paroisse doivent être fiers et qui nous donne à espérer que le nouveau temple sera bientôt fini au complet, qu'une fois fini, sera de toute beauté.

L'Observer, Pointe-à-la-Hache, paroisse Plaquemines, du 19 avril:

—Le fleuve baisse ici, à la grande joie des cultivateurs de ris.

—Nous regrettons d'apprendre que l'eau de la crevasse Davis a beaucoup nui à la canne à sucre de l'habitation Rosalie et d'autres habitations.

L'hon. Theo. P. Wilkinson fait travailler deux cent cinquante hommes à la levée latérale et à la levée du fond. Nous espérons qu'il parviendra à arrêter l'inondation.

—Le temps est très beau. Il ne fait ni trop chaud ni trop froid.

—Les riziers ensemencent activement.

Léon XIII vient de faire élever à ses frais, à Carpineto-Romano, sa ville natale, un observatoire météorologique au haut du château de la famille Pecci. Cet établissement, dont la direction est confiée au savant comte Lodovico, formera une des plus importantes stations du grand réseau italien.

La République Française:

Ce n'est point sans un orgueil légitime que l'on constatera, dans un certain nombre d'années, la facilité surprenante avec laquelle l'influence française se sera implantée en Tunisie. Il serait mal commode de découvrir dans l'histoire et de citer beaucoup d'entreprises qui aient réussi d'une façon plus complète et plus aisée que cette occupation si attaquée, si calomniée par l'esprit de parti. Nous en sommes aux derniers actes qui doivent assurer le fonctionnement régulier et pacifique de notre protectorat. L'effort militaire est terminé; non-seulement nous n'avons plus à redouter les dangers qui résultaient pour nous des prétentions rivales qui se manifestaient dans cette région appelée à compléter nos possessions du nord de l'Afrique, mais nous pouvons reconnaître que rien n'y peut plus gêner notre action. Le régime des Capitulations peut être considéré dès maintenant comme aboli, et il nous est loisible à l'heure actuelle, de prendre en main la direction des affaires de la régence.

En adoptant le projet de loi portant approbation de la convention conclue avec le bey le 8 juin 1883, la chambre a terminé l'œuvre commencée par sa devancière. Elle a proposé, en réalité, la suppression de la commission financière internationale. L'Etat français garantit une opération de conversion on d'emprunt que fera le bey de Tunis pour la liquidation de sa dette actuelle; la commission financière disparaîtra tout naturellement et, réalisant les réformes économiques et administratives qui sont urgentes, nous pourrons favoriser le développement de la production, assurer l'accroissement régulier des ressources du pays.

Cette garantie imposera-t-elle à la France de nouveaux sacrifices? Après la discussion qui a eu lieu à la Chambre, il n'est plus possible de le soutenir. Il est établi que les ressources de la régence, qui s'élevaient avant notre occupation à 14 millions, atteignent maintenant le chiffre de 16 millions. Ce pays n'est-il pas parfaitement en mesure de payer une dette dont le service représentera à peu près 5 millions de francs après la conversion? Cette conversion de la dette, c'est la garantie seule qui permettra de l'opérer, de même que c'est la garantie qui nous permettra d'exercer une action politique efficace.

Le Journal des Débats, du avril:

La presse anglaise se plaint beaucoup de la presse française. Nos voisins d'outre-Manche se montrent très sensibles à toutes les critiques qui leur viennent de Paris; ils oublient peut être un peu que ce n'est pas nous qui avons commencé, et que leurs propres journaux nous ont traités avec une rudesse de langage et une verve de caricatures avec lesquelles nous ne saurions lutter. La France a commis une faute considérable au début des affaires d'Egypte; Dieu sait à quel point on la lui a fait expier! Nous ne parlons pas seulement de l'expiation politique, c'est-à-dire de l'exclusion de l'Egypte à laquelle on s'est efforcé de nous condamner; mais,—dans les premiers temps surtout,—la presse britannique n'a pas eu contre nous assez d'impertinence et de dédains.

Non contente de tout prendre, de tout confisquer à son bénéfice, l'Angleterre nous a vraiment accablés de cette humour particulière dont la poids est incommensurable. N'était-il pas naturel que nous en éprouvions quelque susceptibilité? Ce n'est pas assez du profit pour l'Angleterre; il faut encore qu'elle épaisseur sa gloire pour en accumuler la masse sur le vaincu. Le vaincu, c'était nous; mais, au total, nous avions la conscience de n'avoir été vaincus que par nous-mêmes, par nos fautes, par nos hésitations, par nos faiblesses, et il ne nous semblait pas qu'il y eût, du côté de l'Angleterre, de quoi tant se vanter. Les lauriers de Tel el Kebir ne nous empêchaient pas de dormir, et ceux que Gordon Pacha on moins que le général Graham ont cueillis, depuis, ne sont pas faits pour nous faire envier un sursaut.

Comment, au surplus, n'aurions-nous pas éprouvé une certaine irritation, en voyant les Anglais pourvoyre nos compatriotes en Egypte jusque dans les moindres places qu'ils occupaient, et fournir nos journaux que, partout où il y avait un Français, il y avait du désordre? Nous avions trop beau jeu à renverser la proposition, et à soutenir que le désordre ne venait que de la présence exclusive et de la maladresse administrative des Anglais. Tous les documents officiels, qu'ils publient machinalement, nous donnaient raison. Vous voyez du désordre, cherchez l'Anglais, vous le trouverez tout de suite. Vous voyez, au contraire, une branche de l'administration qui se soutient, cherchez le Français, vous le rencontrerez presque toujours.

Il n'y avait pas seulement dans les sous-alternes de la presse britannique une intention bienséante, il y avait un instinct spoliateur, une chasse aux places, un entraînement à la conquête, dont il nous était bien permis d'être choqués et dont nous avions, dans tous les cas, le droit d'apprécier les résultats réalisés. Ils sont lourds pour l'Egypte! Elle peut dire elle aussi:

..... mon malheur passe mon espérance!

En revanche, les Anglais avaient aspéré plus de bonheur qu'il n'en ont. Fandra-t-il les plaindre? A dire vrai, nous y sommes, malgré tout, assez disposé; et ici, nous parlons très sérieusement.

Le travail colossal du relèvement du quai de Bercy, à Paris, et de reconstruction des entrepôts de ce nom, touche à sa fin. Les ouvrages de grosse maçonnerie étant aujourd'hui terminés, on va s'occuper de clore l'entrepôt proprement dit au moyen d'une grille en fer. Cette grille, à l'aspect monumental, ne coûtera pas moins de 330,000 francs. L'ouvrage en pierre sur lequel elle sera scellée devant occasionner une dépense d'au moins 270,000 fr., cela fait une nouvelle somme de 600,000 francs qui va être dépensée à Paris.

Les maisons suivantes ont obtenu des récompenses à l'Exposition internationale de Calcutta:

Sur trois médailles d'or de première classe, "la plus haute distinction," qui ont été décernées à l'horlogerie, deux ont été obtenues par des maisons suisses. Voici les noms: MM. Pateck Philippe et Cie., à Genève, certificat de 1ère classe, médaille d'or; Favre-Leuba et Cie., Locle, idem.

MM. Courvoisier frères, Chaux-de-Fonds, médaille d'argent, 1ère classe.

MM. W. Schmohlin, Bienne, Courvoisier et Cie., Chaux-de-Fonds, et F. Bechechmid, Bienne, médaille de bronze, 2me classe.

MM. Charpié et Cie., Saint-Imier, médaille de bronze, 4me classe.

Une commission extra-parlementaire, composée de sénateurs, de députés et d'ingénieurs, s'est réunie pour continuer ses études hydrographiques sur la navigation de la Seine, depuis son embouchure (y compris la rade du Havre), jusqu'à Paris.

L'effectif de l'armée fédérale helvétique était, au 1er janvier 1884, de 205,176 hommes, dont 114,917 pour l'élite et 90,259 pour la landwehr. Les effectifs des divisions sont les suivants:

1re div.,	16,527 off.,	sous-off. et sol-
2e —	13,507	[dats
3e —	11,660	
4e —	11,476	
5e —	15,064	
6e —	14,600	
7e —	16,050	
8e —	13,429	

Officiers non classés: secrétaires, sous-officiers et soldats détachés, 2,604.—Total 114,017.

La landwehr compte 90,259 officiers, sous-officiers et soldats, répartis comme suit:

Etat-major,	14 officiers.	
Infanterie.....	75,428 off.,	s.-off. et sol-
Cavalerie.....	2,396	[dats
Artillerie.....	8,680	
Génie.....	2,206	
Service sani-		
tai.....	1,332	
Administration	220	
Total.....	90,259	

Les officiers ont augmenté depuis trois ans d'environ 10 p. 100 pour l'élite, tandis qu'ils ont diminué de 5 p. cent pour la landwehr.

Environ 20,000 citoyens non aptes au service payent la taxe d'exemption militaire, soit une capitation de 7 francs, plus un impôt proportionnel sur le revenu.

M. H. BILLARD, (ancienne librairie Hébert) annonce qu'il a reçu les numéros de l'Illustration et du Monde Illustré du 5 avril.

Le Journal du Havre, du 4 avril:

L'adoption par la Chambre, de la loi sur le scotionnement électoral municipal de Paris est commentée avec âpreté par le "Journal des Débats," M. John Lemoinne commence par dire que "la Chambre abat des lois comme des corneilles abattent des noix." C'est, dit encore M. Lemoinne, "un acte de précipitation, d'étourderie, d'effarement sur lequel elle reviendrait probablement si elle avait à le soumettre à une nouvelle épreuve, et il fait espérer, ajoute le rédacteur des "Débats," que le Sénat lui donnera cette occasion et lui rendra ce service.

"Voudrait-on bien s'imaginer, ajoute-t-il, ce que deviendrait, dans un pareil système, la représentation politique de Paris, et la figure que ferait les députés des arrondissements en présence des élus de la population agglomérée? Voyez-vous d'ici un conseiller municipal nommé par 60,000 voix, à côté d'un député nommé par 5,000 ou 6,000? Avec quel dédain M. Jo-Firin, du haut de sa pyramide, contemplerait même M. Clémenceau! Avec quelle hauteur, le Conseil municipal, expression panthéiste que de la grande ville, renverrait les députés de province à leurs clochers et à leurs moutons! Et, qu'on y prenne bien garde, dans les jours d'orage, c'est l'Hôtel-de-Ville tout installé."

M. Lemoinne se prononce—et engage le Sénat à se prononcer—pour le système de M. Ernest Lefèvre: le scrutin de liste par arrondissement.

La Liberté, de Paris, du 5 avril:

"Nous n'avons plus d'espoir que dans le Sénat," disions-nous avant-hier en enregistrant le vote étrange et imprévu par lequel la Chambre avait tranché la question des élections municipales à Paris. La haute Assemblée n'a pas trompé notre espérance. Elle a résisté, et le grand sectionnement, qui avait réussi par surprise au Palais-Bourbon, a échoué au Luxembourg.

Nous félicitons le Sénat de cet acte de sagesse et d'énergie. MM. de Marcère, Labiche et Léon Say, qui ont apporté dans ce débat le poids de leur expérience et de leur bon sens, ont bien mérité de l'opinion publique.

Les organes du radical ame avaient trop bruyamment applaudi à la décision de la Chambre pour qu'on pût douter des résultats déplorables que produirait la division de Paris en quatre circonscriptions électorales. Il était évident que les quartiers modérés seraient noyés dans la masse des quartiers révolutionnaires. C'était livrer plus que jamais aux anarchistes le sort et les intérêts de la capitale de la France.

Nous sommes certains que cette attitude des partis extrêmes est pour beaucoup dans le vote du Sénat. Elle a même inspiré déjà plus d'une salutaire réflexion aux membres de la Chambre qui ont voté l'amendement Floquet, sans trop se rendre compte de ses conséquences. Nous espérons qu'ils n'hésiteront plus à suivre l'exemple que le Sénat leur a donné.

Le 3 avril, au lieu, au petit amphithéâtre Gerson, à la Sorbonne, Paris, une conférence sur la statistique de l'aliénation mentale, par M. le docteur L. Lunier.

Trois points principaux ont été développés successivement: nombre des aliénés internés dans les établissements spéciaux; cause de la folie.

Depuis 1835, un recensement est fait tous les cinq ans. D'après cette statistique, le nombre des internés qui était en 1835 de 16,000 environ s'est accru constamment et s'est élevé en 1876 à 38,000. Le nombre des aliénés à domicile, idiots, crétins, imbéciles, a été de 25,000 en 1866, de 30,000 en 1872 et de 39,000 en 1876. L'augmentation d'une part et la diminution de l'autre proviennent de ce que, sur 10 malades admis aujourd'hui dans les établissements publics, il y en a 7 qu'on aurait refusés autrefois. L'accroissement total est environ de 22 0[illegible]

La qualification d'aliéné s'applique, dans les établissements spéciaux, à toutes les catégories et comprend aussi les crétins et les idiots. Ceux-ci étaient en 1856 dans la proportion de 65 0,0

Les derniers recensements donnent 1 aliéné sur 344 habitants, mais ce chiffre est faible et il y a en réalité 1 aliéné sur 300 ou 350 habitants.

Les causes de la folie et du crétinisme proviennent principalement de la densité de la population, de la stagnation dans certaines pays de plaines ou de montagnes et de l'intensité de la civilisation.

On a remarqué que des femmes qui ne mettaient au monde que des crétins dans certaines gorges peu aérées et pleines de miasmes ont progréé des êtres parfaitement sains sur d'autres sols. On a remarqué aussi que dans pays également civilisés avaient sensiblement le même nombre de fous pour un même nombre d'habitans.

M. le docteur Lunier a constaté qu'en Angleterre et en Hollande le chiffre des aliénés est plus élevé qu'en France; qu'en Suisse il est de 1 sur 202. Il n'y a que trois pays en Europe, l'Espagne, l'Italie et la Suisse qui aient des chiffres supérieurs aux nôtres.

En définitive, il paraît résulter des observations faites que l'accroissement de la folie est peu considérable, et qu'en revanche le crétinisme a diminué sensiblement.

Il résulte de calculs statistiques récemment faits au ministère des travaux publics que, de 1876 à 1882, la circulation, en France, s'est accrue de 6,5 0[illegible]. Un tel progrès est d'autant plus significatif qu'il a coïncidé avec une année où les mauvaises récoltes et les intempéries ont déprimé la circulation.

Si on rapproche les tonnages sur les diverses voies de transport, on trouve qu'ils sont exprimés par les chiffres suivants,

	Tonnes kilométriques
Chemins de fer.....	11,000,000,000
Voies navigables....	2,200,000,000
Routes nationales..	1,500,000,000

La circulation des routes nationales est de même ordre que celle des voies navigables, dont elle représente les trois quarts; mais, même vis-à-vis des chemins de fer, dont elle n'est que la sixième, elle ne laisse pas encore que de faire bonne figure, surtout si l'on à égard au prix du transport de la tonne kilométrique, qui est sur ces deux catégories de voies presque exactement en raison inverse de l'importance de leur tonnage. Il est donc juste de dire que le public paye à peu près autant pour transporter les marchandises sur les routes que sur les chemins de fer.

Un second continue de réduction par tonne et par kilomètre, apporté aux frais de transport sur les routes, se traduirait pour le public en une économie annuelle de 15 millions.

Ces chiffres prouvent l'importance conservée par les routes malgré les chemins de fer.

La *Kolnische Volkszeitung* donne des détails curieux sur les mesures de sûreté prises par la police de Berlin, les jours où M. de Bismarck doit parler au Reichstag:

"L'arrivée du chancelier, dit ce journal, est toujours précédée de celle d'innombrables agents en bourgeois déguisés sur tout le parcours que doit suivre le prince de Bismarck, pour se rendre de son hôtel de la Wilhelmstrass au Parlement.

"Une nuée de ces agents, vêtus de diverses façons, mais toujours très reconnaissables, fait irruption dans la salle du Reichstag, et même dans la tribune des journalistes, au grand mécontentement de ces derniers, qui n'osent plus s'entretenir librement. Les personnes ayant affaire à un titre quelconque au Reichstag, sont toutes soumises à un contrôle des plus sévères. Même les apprentis compositeurs, employés à la confection du compte rendu officiel, doivent être munis d'une carte d'entrée mentionnant leur nom et leur adresse.

"Dès que l'arrivée du chancelier est signalée, ajoute la *Volkszeitung*, un garçon de salle vient placer sur son bureau les cryons dont le chancelier a l'habitude de se servir, et un autre garçon apporte un verre, rempli d'un liquide jaune pâle, qui n'est ni du cognac étendu d'eau, ni du thé froid, comme on le prétend, mais du bon vin de la Moselle."

La direction générale des haras russes vient de publier le résultat du recensement simultané des chevaux exécuté en 1882 dans les 58 gouvernements de la Russie d'Europe.

Le nombre total des chevaux dans la Russie d'Europe s'élève à 19,637,625, sans la Finlande et le Caucase. En moyenne il y a 28 chevaux par 100 habitans.

Entrepris par l'initiative de l'aide de camp général comte Véronsow-Daschkow, directeur de l'administration des haras, ce travail est le premier essai de ce genre en Russie.

Décédés, hier, à 5 heures de l'après-midi, à l'âge de 70 ans et 9 mois, dans veuve ANATOLE VILLERÉ, née HELMINA FORSTALL. Les amis et connaissances des familles Villeré, Forstall et Gustave Durel, sont priés d'assister à ses funérailles qui auront lieu cette après-midi, à 4 heures et demie. Le corps est exposé chez sa sœur Mme veuve Gustave Durel, No. 301, rue Royale, entre l'Hôpital et Quartier.

Décédé, hier soir, à dix heures, LOUIS ERNEST DUHART âgé de 50 ans. Le convo